

# Face aux attaques, faisons front !

Ceux qui croyaient encore que le peuple décidait en France doivent se poser des questions, aujourd'hui. Avec un président choisi (par défaut) par une minorité de français et une majorité parlementaire qui ne représentent même pas le cinquième du corps électoral, le pouvoir lance une offensive générale dans la guerre des classes. Et pour se donner les moyens de passer en force, il remet en question les libertés fondamentales en transformant l'état d'urgence en état permanent.

**Dans la multitude d'attaques que nous subissons, des aveux de Macron lui-même, la destruction du droit du travail est la bataille fondamentale : c'est la vague qui doit tout emporter sur son passage.**

**La riposte n'est pas au niveau de l'attaque.** Nous avançons en ordre dispersés, chaque secteur de son côté. Et l'intersyndicale nous convoque, de temps en temps, à une journée d'action. Cette stratégie a échoué en 2003, en 2010 et l'an dernier. Comment espérer qu'elle suffise aujourd'hui ?

Nous pouvons encore manifester en râlant contre les directions syndicales, comme d'habitude. Mais ça non plus, ça ne marche pas. Nous pouvons aussi nous prendre en main pour essayer d'influer sur le cours des choses.

Qu'est-ce qui fait peur au pouvoir ? Un mouvement qui se généralise, qui devient incontrôlable et qui bloque l'économie. Comment en arriver à une telle situation ?

- 1) **Organiser la solidarité** avec les secteurs en lutte, notamment les routiers que nous ne pouvons pas abandonner.
- 2) **Appuyer les étudiants** qui œuvrent à lancer un mouvement sur les universités. En 1995, comme pour le CPE, nous savons que le pouvoir a peur de la jeunesse.
- 3) **Entamer des démarches pour nous rencontrer à la base**, dans nos villes et nos quartiers, afin de nous connaître, organiser cette solidarité, sans attendre que l'on nous donne l'autorisation.
- 4) **Travailler dans nos secteurs pour développer les mobilisations** sur nos revendications propres et sur la lutte contre la destruction du droit du travail.

**La CNT entend œuvrer dans ce sens avec toutes celles et ceux qui s'inscrivent dans cette perspective dont l'objectif est le blocage du pays par une grève générale illimitée.**

Toutes nos revendications sont légitimes, et c'est pour cela que nous sommes en grève ce mardi 10 octobre. Mais pour gagner sur ces revendications comme sur les autres, **nous devons faire converger nos luttes et nous unir pour le retrait des ordonnances et sur l'abrogation des loi El Khomri et sur l'Etat d'urgence.**



Pas de permanents

Pas d'élus

Pas de subventions

Pas de partis politiques

Pas de hiérarchie

Pas de patrons

Pas de compromis

Voie libre pour un syndicalisme différent !



3 rue de Boyrie 64000 Pau  
cnt64@yahoo.fr - cnt-ait-pau.fr -  
09.54.33.18.06